

Examen des suites données à l'avis n°25 sur le contenu et sur certaines modalités de mise en œuvre d'une politique nutritionnelle et notamment du programme national nutrition santé

M. Michel CHAULIAC présente le suivi de l'avis du CNA élaboré conjointement par la DGS, la DGAI et la DGCCRF.

Mme Laure SOULIAC illustre et complète les propos de Michel CHAULIAC en présentant les travaux menés par le ministère de l'agriculture, notamment dans le cadre du PNNS.

Le groupe de travail « glucides » piloté par la DGAI réunit l'ensemble des filières agro-alimentaires concernées et tente de répondre aux objectifs du PNNS à savoir une réduction des teneurs en sucres simples des aliments et une augmentation des teneurs en sucres complexes et en fibres. A horizon de l'été, une charte collective d'engagement sera élaborée prenant en compte les contraintes technologiques des différents secteurs.

Pour atteindre un autre objectif du PNNS à savoir la réduction de 25% du nombre de faibles consommateurs de fruits et légumes, la DGAI et la DPEI mène depuis 2004 une réflexion sur l'amélioration de l'accessibilité des fruits et légumes. Pour réaliser un état des lieux des connaissances, une expertise scientifique collective a été demandée à l'INRA qui structure sa réflexion autour de 4 thématiques : le fondement scientifique des recommandations nutritionnelles, la variabilité des caractéristiques nutritionnelles, la variabilité de la consommation de fruits et légumes et ses déterminants, l'analyse de l'offre et le fonctionnement des filières. Cette expertise bibliographique sera disponible en juin 2007 et permettra d'orienter l'action publique. Parallèlement, un groupe « accessibilité des fruits et légumes » est piloté par la DGAI. Il accompagne notamment des projets pilotes sur le terrain, expérimente la possibilité de mettre en place des tickets restaurant pour l'achat de fruits et légumes.

Par ailleurs, un baromètre de l'alimentation reprenant un grand nombre des questions proposées par le CNA vient d'être lancé. BVA enquête actuellement 800 personnes âgées de plus de 15 ans. Les résultats devraient être disponibles en juin.

M. Francis SENTENAC, soutenu par **Mme Résie BRUYERE**, considère que le problème de l'accessibilité des fruits et légumes est encore plus prégnant pour les populations défavorisées, population pour laquelle l'éducation nutritionnelle en faveur d'une modification des comportements est loin d'être suffisante.

M. le Président GUERIN regrette que, notamment pour des raisons budgétaires, l'intégralité des questions proposées par le CNA pour le baromètre n'ait pu être retenue. Il suggère que les résultats de cette première enquête soient présentés lors de la séance plénière de juin. Il rappelle que l'objectif principal du CNA au-delà de la mise en place du baromètre est la création d'un Observatoire de l'alimentation.

M. Jean-Louis MEUROT propose de mettre en place une enquête sur la perception du PNNS, l'impact des actions du PNNS sur le grand public et sur le corps médical.

M. Michel CHAULIAC répond que la question de la surveillance et de l'évaluation des actions est un point fondamental du PNNS. Ainsi, une évaluation d'impact général du PNNS en terme d'atteinte des objectifs précis et quantifiés initialement fixés est en cours sur la base de deux enquêtes complémentaires menées en France : l'enquête INCA2 et l'enquête nationale « nutrition santé » qui vont rassembler des résultats de consommations alimentaires et des résultats biologiques.